



Le regard du pôle économique de l'Académie sur la sobriété

**Alain Bravo, Olivier Appert, Pierre-Benoît Joly, Christian de Boissieu, Corinne Gendron,
Grégoire Postel-Vinay, Joëlle Toledano**

Pôle Technologies, économies et sociétés

1. Quelle définition ?

En définissant l'économie comme « la science de l'allocation optimale de ressources rares », les économistes mettent au cœur de leur problématique la rareté, la lutte contre le gaspillage et la recherche de l'efficacité dans la production et la consommation. Le mot d'ordre de la sobriété requiert aujourd'hui d'aller en deçà et au-delà de cette approche, en privilégiant une vision pluridisciplinaire qui tient compte des limites planétaires et des dynamiques écosystémiques.

2. La sobriété, concept commun ?

La sobriété renvoie à tout un ensemble d'idées : le moins et le mieux, le refus du gaspillage, le recyclable et les exigences de l'économie circulaire, le refus aussi de l'obsolescence ou de la défectuosité programmées... La sobriété touche tous les domaines, mais plus spécifiquement l'énergie. Elle est à la rencontre des technologies et des comportements. Elle est structurée par les institutions et les grands équipements de même que par les choix d'aménagement, et se décline dans les attitudes et habitudes individuelles. La lutte contre le changement climatique et les chocs en cours (Ukraine...) imposent la sobriété énergétique, devenue nécessité.

La sobriété concerne au premier chef les pays avancés et les populations privilégiées qui consomment une large part des ressources. La recherche de la sobriété et de l'efficacité ne doit pas nuire aux populations les plus défavorisées.

La sobriété, tout autant qualitative (« mieux ») que quantitative (« moins »), n'est pas aisée à modéliser. L'individu ne consomme pas seulement des quantités de biens et services : il veut accéder à des « caractéristiques » des produits et se positionner socialement. La sobriété s'inscrit ainsi dans une transformation culturelle radicale : la simplicité, la durée de vie, la recyclabilité, l'intensité énergétique...des différentes consommations.

Dans une perspective de moyen-long terme, la sobriété débouche sur des conditions de reproduction dans le temps et de stabilité en dynamique du système ou de certaines de ses composantes : le développement durable et inclusif, le caractère soutenable ou pas des dettes (publiques et privées¹). Aujourd'hui le rebond de l'inflation pèse sur le pouvoir d'achat et la

¹ L'expérience de ces dernières années amène à parler de « normalité » c'est-à-dire avec un certain recul, compte tenu de la succession rapide des crises...

consommation des ménages, d'où pour certains d'entre eux une forme de sous-consommation et de sobriété complètement subies. Or, la sobriété requise par le défi climatique et environnemental n'est pas conjoncturelle : elle doit se traduire dans une nouvelle architecture économique et productive.

3. Sobriété/efficacité

Pour ne pas se tromper dans l'analyse de l'impact des activités humaines sur l'environnement, il est nécessaire de différencier sobriété et efficacité. La sobriété est liée à la consommation et à la demande, l'efficacité aux conditions de la production et à l'offre. On peut être efficace et néanmoins très dispendieux.

En même temps, ce clivage n'est pas sans limites : le souci d'efficacité n'est pas étranger aux comportements de consommation, comme l'exigence de sobriété s'applique à l'offre et aux productions. On le voit bien avec la sobriété énergétique, d'application générale.

Une autre illustration de l'interdépendance sobriété/efficacité est fournie par l'effet rebond : les revenus supplémentaires nés des nouvelles technologies et des gains de productivité engendrés par elles viennent accroître la demande et annuler les gains environnementaux obtenus par l'efficacité.

4. Sobriété, croissance, décroissance

Dans l'esprit de beaucoup, la sobriété tout à la fois suppose et implique la décroissance. En pratique, c'est nettement plus complexe, pour plusieurs raisons.

D'abord, de quels indicateurs parle-t-on ? A s'en tenir au PIB, la décroissance signifierait une récession permanente, ce qui aurait des impacts sociaux désastreux à travers le chômage et la croissance des inégalités. Il s'agit plutôt d'aller « au-delà du PIB », afin d'intégrer l'environnement et de manière plus large les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) dans la macroéconomie. Les progrès dans cette direction sont là (cf. par exemple les avancées dans la taxonomie), mais ils sont lents, rendus compliqués par la difficulté de passer des améliorations microéconomiques (dans les entreprises, etc.) à des résultats macroéconomiques. Au-delà du PIB, cela veut dire aussi apprécier la situation d'une économie à partir d'autres critères : l'emploi, les inégalités, l'endettement... En fait, la décroissance fait aujourd'hui consensus seulement lorsqu'elle est entendue dans le sens de décroissance de l'empreinte carbone et des dommages aux écosystèmes. Une approche essentielle pour l'environnement et le climat, mais dont les relations avec les indicateurs macroéconomiques restent aujourd'hui controversées.

Ensuite, l'impact de la sobriété sur le niveau de la demande globale est beaucoup plus complexe que généralement supposé. Tout dépend en effet des conditions d'agrégation, au plan global, des comportements individuels et de leurs effets microéconomiques. Une

quasi-certitude cependant : la sobriété veut dire une autre structure de la demande, combinant des secteurs en expansion et des secteurs en régression, sans que le résultat net soit forcément un recul de la demande globale. Elle signifie aussi moins de consommation et plus d'investissements, en particulier mais pas seulement des investissements tournés vers la transition énergétique et écologique.

Par ailleurs, il faut dissocier la décroissance voulue de la décroissance subie. C'est surtout cette dernière qu'évoquaient les keynésiens à la fin des années 1930 (disparition supposée des « occasions d'investissement », hypothèse dans les faits contrée par l'arrivée de la guerre puis, depuis, par la

persistance d'innovations de rupture) et qu'imaginent désormais les théoriciens de la « stagnation séculaire ».

Enfin, le rythme de croissance (toujours du PIB malgré ses limites) et les émissions de gaz à effet de serre peuvent ne pas suivre la même évolution. L'augmentation des émissions peut être amortie grâce aux nouvelles technologies (qui améliorent l'efficacité énergétique, etc.). Le découplage n'est pas total. Mais en l'absence d'effets rebonds, il suffirait qu'il soit partiel pour permettre de concilier croissance et objectifs écologiques. Le concept de post-croissance est plein d'ambiguïtés. Mais, en évoquant une nouvelle croissance, également à caractériser, il nous oblige à creuser les liens entre la sobriété d'une part, le rythme et les formes de la croissance d'autre part.

5. Quelles politiques publiques de sobriété ?

Puisque la sobriété vise à préserver un commun, voire plusieurs (le climat, la biodiversité, les ressources rares), elle appelle une intervention de l'Etat.

Cette intervention de l'Etat impliquera de jouer sur plusieurs leviers :

- Les *réglementations*. Pour une politique de sobriété, il faudra compléter l'arsenal réglementaire si possible au niveau européen, pour éviter trop de distorsions de concurrence, et construire une politique commune en vue de restructurer les économies nationales.
- Le lancement et le financement *d'investissements publics* directement ou indirectement liés à toute politique de sobriété. Relève par exemple de cette catégorie une part significative des dépenses de formation et d'éducation indispensables (où l'on retrouve la pédagogie évoquée plus haut...). L'Etat devra assumer ce financement dans le contexte de taux d'intérêt en hausse et de finances publiques qui vont être de plus en plus contraintes par l'exigence de réduction des déficits et des dettes publiques. Le bouclier tarifaire, nécessaire à court terme mais quelque peu contradictoire avec les objectifs énergétiques du long terme, grève lourdement le budget de l'Etat en 2022 et encore en 2023. Dès que le contexte international le permettra, il faudra le remettre en cause tout en continuant à soutenir les plus défavorisés. Par ailleurs, évoquer les investissements publics requis ne doit pas conduire à sous-estimer le rôle des investissements privés dans la recherche de la sobriété, ni la complémentarité entre eux. Ces investissements privés d'efficacité énergétique et de sobriété d'usages deviennent de fait de plus en plus rentables avec l'augmentation du prix de l'énergie notamment carbonée et l'inflation.
- Les *incitations*, poussant entreprises et particuliers vers la sobriété grâce au couple subventions/taxation, levier souvent utilisé en présence d'externalités. La taxe carbone relève de cette approche, mais elle n'est pas le seul instrument à considérer.
- La *persuasion*, ce que les anglo-saxons appellent la « moral suasion ». Sont visées ici l'ensemble des initiatives relevant de l'information, de la documentation et de la pédagogie pour convaincre de l'intérêt collectif mais aussi de l'intérêt individuel de comportements plus sobres. Il va falloir concevoir et mettre en œuvre une pédagogie de la sobriété. A court terme, vu le contexte international et ses répercussions domestiques, cette pédagogie de la sobriété a du mal à faire son chemin car les soucis sont autres : en octobre 2022, 73% des Français mettaient l'inflation en tête de liste de leurs préoccupations.

Il ne s'agit pas de choisir une approche parmi les quatre précédentes, mais de toutes les activer. Le rôle des pouvoirs publics est de les pondérer selon les préférences collectives affichées et la nature du problème pratique à traiter.

Les politiques publiques de sobriété doivent être plus granulaires que globales, toucher en priorité certains secteurs et certains comportements. C'est le retour d'une politique certes sélective mais raisonnée et assumée. La sélectivité, depuis longtemps dévalorisée au profit d'approches (trop) globales, qu'elles soient monétaires, budgétaires, ...obnubilées par la demande, devra reprendre de l'importance dans les nouvelles politiques industrielles, centrées elles et par nature sur l'offre, mais aussi dans les mesures favorisant la sobriété, qu'elles concernent les entreprises, les collectivités publiques ou les particuliers.

Ces premières réflexions méritent d'être davantage approfondies, en particulier avec France Stratégie dont les analyses en cours portent aussi sur les mécanismes principaux sur lesquels la transition climatique va reposer (cf. note d'étape sous la direction de Jean-Pisany Ferry <https://www.strategie.gouv.fr/publications/laction-climatique-unenjeu-macroeconomique>).